CHF Formulaire de soumission de Projet

Résumé du Programme *A remplir par l'(les) organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) ou l'ONG*	
De : *Danish Refugee Council, DRC* Chef de mission : Mr Karmaoui Said	Date de Soumission : 05/04/2010
Contact : *Mr Karmaoui Said, DRCCAR@drc.dk, +236 72 72 48 27*	
Organisation bénéficiaire : DRC, Danish Refugee Council	
Titre du Programme[1] CAP : Clinique juridique et promotion des droits humains	
Code du Programme : CAF-10/P-HR-RL/28246/5181	
Secteur/Cluster : Protection	
Objectif : Réduire toutes formes de violences contre les femmes et les filles via l'ouverture d'une clinique juridique dans l'Ouham (Batangafo)	
Bénéficiaires: TOTAL : 369.220 population totale de l'Ouham Enfants : 3.800 (filles) Femmes : 186.955 Autres groupes (spécifier): Mbororos 5000 Handicapés/VIH-Sida 2000	
Partenaires de mise en œuvre : AFJC, association des femmes juristes centrafricaine	
Autres Partenaires : Ministère de la justice, autorité locales (affaires sociales, tribunal…)	
Durée du Project: ***1er juin 2010 au 31 mai 2011 (1 an)***	
Budget total du Programme : **$ 580,475**	
Fonds demandé au CHF: $ **309,497**	
Montant et pourcentage de coûts indirects demandés au CHF: **$ 20 247***(7%)*	
Citer les efforts qui ont été faits afin de sécuriser un financement après une éventuelle contribution du CHF : CHF 2009 et PBF cofinancent déjà le projet et proposition en cours avec PBF2 et la C.E.	

[1] *Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.*

Résumé narratif du programme (max. 2 pages)

1. Historique

L'expérience de DRC et de l'AFJC dans l'ouverture des cliniques juridiques de Paoua et de Ndele a été concluante en 2009. Les attentes des autorités locales et de la population se sont révélées être bien supérieures aux résultats attendus de ce programme. Il est opportun dans un contexte de violences contre les femmes et les filles (accusations de sorcellerie, violences domestique, excision, mariage et grossesse précoce,..) d'étendre ce programme et de choisir en priorité les zones non couverte par des programmes de protection. La ville de Batangafo, située dans la Préfecture de l'Ouham, zone de post conflit, ne bénéficie de la présence d'aucun acteur de protection pour promouvoir le respect des droits des personnes par des campagnes de sensibilisations sur les droits humains et réduire toutes les formes de violences qui sont faites aux femmes et aux filles (principalement liées à la sorcellerie) en leur facilitant l'accès à la justice et en proposant des médiations/conciliations pour combattre toutes formes de violences que les femmes elles-mêmes jugent acceptables en raison de bases sociales, économiques, religieuses et politique profondément ancrées. Les cliniques juridiques servent donc de premier interlocuteur civil possible pour les personnes cherchant protection (représentation légale devant les cours criminelles et correctionnelles pour la défense des droits des personnes accusées de sorcellerie et favoriser le recours à une expertise médicale) en profitant de la confiance établie avec la population et faire le suivi des personnes. La clinique juridique de Batangafo accompagnera les femmes victimes de violences et s'attachera principalement aux affaires de violences liées aux accusations de sorcellerie et violences sexuelles. La thématique de lutte contre les violences liées à la sorcellerie fait également partie de la stratégie de protection développé par DRC dans les préfectures de l'Ouham Pende, Bamingui Bangoran et la Lobaye et vise également à étendre les objectifs concluants de ce projet dans cette préfecture tant dans la localité de Batangafo que Kabo, Bossangoa et Bouca. En outre, ce programme sera développé au fur et à mesure de l'avancée du programme DDR dans cette zone dominée par la loi et la justice de l'APRD, déstabilisant à long terme les bases d'un état de droit auprès de la population et des autorités dans la majorité de la préfecture.

2. Raison d'être du Programme

L'objectif globale du programme est d'améliorer et promouvoir le respect des droits humains en général et droits de la femme en particulier afin d'améliorer la condition des femmes et des filles en donnant accès à la connaissance aux droits et en réduisant le nombre de cas de violences liées à la sorcellerie et permettre aux accusés d'être systématiquement jugées par les tribunaux compétents plutôt que de passer par la vindicte populaire.

Objectif 1 : Améliorer les connaissances de la population et des femmes en particulier sur les droits de l'homme

Résultat : Les droits des femmes et les mécanismes d'accès à la justice sont connus de la population locale et des femmes en particulier

Indicateurs avec cible :

- 2000 femmes (60 groupements) sensibilisées aux droits Humains et droits des femmes
- 100 représentants de groupements, d'association de la société civile, autorité locale formés aux droits humains et droits des femmes dans la ville de Batangafo
- 3 parajuristes (2 femmes et 1 homme) et 20 points focaux dans les quartiers formés localement
- 200 femmes par mois sont sensibilisées sur des thématiques sensibles
- 100 hommes par mois sont sensibilisés sur des thématiques sensibles par le parajuriste homme

Activités :

- Formation sur les droits humains et le droit des femmes organisées auprès de tous les groupements féminins (groupements, associations,..), autorités locales et religieuses, forces de sécurité, et associations mixtes (femmes et hommes)
- Formation des parajuristes et points focaux issus de la communauté sur les droits humains et le fonctionnement de la clinique juridique

- Organisation bi-hebdomadairement au sein de la clinique de séance de sensibilisation/discussion avec des groupes de 25 femmes sur des thématiques sensibles telles que l'excision, les violences domestiques, les mariages et grossesses précoces, etc.
- Organisation hebdomadaire par le parajuriste homme, au sein de la clinique, de séances sensibilisation/discussion avec des groupes de 25 hommes sur les mêmes thématiques abordées avec les femmes

Objectif 2 : Renforcer la capacité des femmes à faire valoir leurs droits

- **Résultat :** Les exactions et toutes formes de violences vis-à-vis des populations, en particulier des femmes sont réduites (principalement les cas d'accusations de sorcellerie et de violences sexuelles)

Indicateurs avec cible :

- 1 clinique juridique fonctionnelle (lieu ?)
- 25 femmes par mois consultent les parajuristes
- 10 médiations/conciliations sont réalisées par mois dont 8 sont réussies et 2 sont référés à la justice.
- 5 affaires par mois, impliquant des violences graves faites à une femme, bénéficient de la présence d'un avocat
- 150 représentants des autorités locales sont formés sur les questions spécifiques de violences liées aux accusations de sorcellerie dans les 4 grandes localités de l'Ouham (Batangafo, Kabo, Bossangoa et Bouca)

Activités :

- Construction de la clinique juridique (lieu ?)
- Consultations juridique gratuite
- Médiations/conciliations dans les cas de violences banalisées par la communauté et par les femmes elles mêmes
- Représentation légale devant les tribunaux pour les cas de violences graves faites aux femmes et aux filles
- Formation spécifique sur les questions de violences liées aux accusations de sorcellerie (vindicte populaire) et leurs obligations de maintien de l'ordre publique aux autorités locales (préfet, sous préfet, maire et ses adjoints, forces de sécurité, personnel hospitalier et services sociaux, tradi-praticiens)

Objectif 3 : Réduction du nombre de condamnation liée à la sorcellerie prononcée par les tribunaux

Résultat : Les relaxations des personnes accusées de sorcellerie sont en augmentation

Indicateurs avec cible :

- 100% des cas d'accusation en matière criminelle, notamment des femmes et enfants, liées à la sorcellerie sont représentés par un avocat et/ou bénéficient de conseils juridiques
- 100% des cas d'accusation en matière correctionnelle sont représentés par un avocat.

Activité :

- Représentation légale devant les cours criminelles et correctionnelles pour la défense des droits des personnes accusées de sorcellerie et favoriser le recours à une expertise médicale ou autres

CHF Formulaire de soumission de projet

Partie A: Résumé du Programme

A remplir par l'(les) organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) ou l'ONG

De: **Mr MBOLINANI Lewis Alexis, Coordonnateur de JUPEDEC**	Date de soumission: **le 05 Avril 2009**

Contact:
Tél. : 75 05 21 90/70 40 70 42/75 04 93 71 jupehb@yahoo.fr, mbolinani@yahoo.fr

Organisation bénéficiaire: **JUPEDEC** (Jeunesse Unie pour la Protection de l'Environnement et le Développement Communautaire)

Titre du Programme[1] : Protection et assistance aux IDPs, Réfugiés et population d'accueil dans la préfecture du Haut Mbomou.

Code du Programme: CAF-10/P-HR-RL/29006

Secteur/Cluster: PROTECTION

Objectif: Fournir d'assistance humanitaire d'urgence aux déplacés, réfugiés et populations d'accueil dans le Sud Est, à travers une étude sur terrain des effets multisectoriels de la LRA sur les femmes et les enfants en RCA.

Bénéficiaires: TOTAL: 20 000 personnes dont :
- enfants: 8 000 ;
- femmes: 6 000 ;
- Autres groupes : 6 000 dont 2000 réfugiés, 200 DPIs, 2300 peuhls, 1500 hommes;

Implementing Partners: TGI d'Obo, Radio - ZEREDA, APICOZ, COCRENAHB, UAOZ, GNDI;

Budget total du Programme : **$ 407 536 USD**

Durée du Project:*(max. 12 mois) : 1er Avril – 31 Décembre* 2010

Fonds demandés au CHF: **$ 150 00 USD**

Montant et pourcentage de coûts indirects demandé au CHF: *(max. 7%): $ 9 813 USD*

Describe any efforts that have been made to secure follow-on funding after a possible CHF contribution:

L'ONG JUPEDEC est en train de formaliser un document de partenariat avec des Organisations Internationales telles que la CR (Conciliation Ressources) basée à Londres et la Women's Initiative for Gender Justice, basée à la Haye, susceptible de l'appuyer ses Recherches sur les effets multisectoriels de la LRA sur les femmes et les Enfants dans le Sud Est de la République Centrafricaine (Préfectures du Haut Mbomou et du Mbomou).

[1] *Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.*

1. Historique

Dus à des attaques récurrentes contre les civils perpétrées par les rebelles de la LRA, près de 35.000 personnes vivent dans des conditions épouvantables dans la préfecture sud-orientale du Haut Mbomou, principalement à Bambouti, Obo, Mboki, Djemah, Zémio et Rafaï. La population dans les villages voisins de ces localités sont victimes d'exécutions sommaires, d'enlèvements, de sévices, de tortures, pillages et destructions de biens, incendies, d'enrôlements de centaines d'enfants et des femmes, entraînant la fuite des restes vers les localités voisines, afin de rechercher asiles, paix et sécurité. Ainsi, les droits de la femme, de l'enfant des personnes de troisième âge, traditionnellement influencées par le poids de la culture, s'ajoutent alors aux différentes violations des droits des personnes déplacées et des réfugiés, des Orphelins et personnes de 3ème Age, des présumés de sorcellerie, métamorphose, homme caïman, etc. On note également, l'afflux des réfugiés congolais vers la RCA, la concentration dans les centres urbains des communes du Sud Est par les habitants des villages reculés, fuyant les exactions de la LRA, et aussi, la dispersion en petites unités diverses des éléments de la LRA, sur presque toute l'étendue de la partie Est et Nord Est de la RCA, provoquant des attaques répétées ou/et parfois simultanées à des endroits différents et distants l'un de l'autre.

2. Raison d'être du Programme

A travers ce projet, l'ONG JUPEDEC chrche à transformer la crise humanitaire dans le Haut Mbomou, en une perspective de Développement Communautaire. Ainsi, le projet vise premièrement à former des Agents locaux, comme relais communautaire en matière de protection (à majorité des rescapés de la LRA) afin de vulgariser l'IEC (Information Education et Communication) à l'endroit des populations urbaine et communauté de base pour l'accueil en faveur des kidnappés et hommes de rangs qui fuiraient le combat pour regagner la vie civile, d'une part. D'autre part, les rendre aptes à mener des recherches par rapport aux effets de la LRA sur les femmes et les enfants, auprès des communautés des localités victimes des conflits. Les résultats en données statistiques feront objet d'une documentation pouvant déboucher sur un Programme de Développement de la région Est, à soumettre aux bailleurs, après restitution aux populations autorités et autorités locales et nationales. Etant donné que les exactions commises par la LRA en RCA (viols, violences sexuelles, assassinats, tiennent lieu de crime contre l'humanité, une présentation du rapport de cette étude à la Cour Pénale Internationale de Justice (CPI) s'avère nécessaire. Deuxièmement, le projet vise à renforcer les Capacités des autorités locales, leaders communautaires, les pratiquants locaux et préfectoraux de droits, les leaders d'opinions sur les principes directeurs en vigueur, par rapport aux réfugiés, Personnes déplacées (PDIs), orphelins, victimes des GBV et de VIH/SIDA, par rapport à la justice populaire et arbitraire à l'endroit des présumés auteurs de sorcellerie, de métamorphose, et d' homme caïman, par les populations et pratiquant en excès de droits. Tout compte fait, la possibilité de traduction en justice des auteurs de crimes et violations des droits de l'Homme n'est pas à exclure.

a) Résultats

- ✓ Une meilleure compréhension de droits humains est remarquée au niveau de la communauté;
- ✓ Les capacités des autorités, leaders d'opinion sont renforcées en matière de protection de l'enfant et de la femme et le « conselling ».
- ✓ Les auteurs de crimes et violations des droits humains sont identifiés, traduits en justice et punis conformément à la loi;;
- ✓ Les victimes de GBV et VIH/SIDA se rendent volontairement vers les CDV pour le dépistage;
- ✓ Les émissions faites par les radios communautaires ont d'impacts tant sur les rebelles que sur les communautés de base ;
- ✓ Les kidnappés par la LRA et hommes de rangs se rendant avec quiétude sont bien accueillis;
- ✓ Les 30 Relais Communautaires formés sur l'IEC et les recherches sont dynamiques;
- ✓ La réintégration socioéconomique des victimes de violences est effective et promotrice ;
- ✓ Les résultats de recherches sur les effets de la LRA sur les femmes /Enfants sont documentés ;
- ✓ Les autorités politico administratives, les leaders communautaires et la communauté humanitaire s'impliquent dans la protection des femmes et des enfants en situation d'urgence.
- ✓ Les viols et violences sexuelles sur les femmes et l'enrôlement des enfants par les forces armées de la LRA sont considérés comme crime contre l'Humanité, jugés et puni par la Court Pénale Internationale de Justice ;
- ✓ Le Projet transforme la crise humanitaire dans le Sud Est de la RCA, en une perspective de Développement Communautaire.

b). Indicateurs avec cible

- ✓ Nombre de personnes traduites en justice pour violation des droits humains ;
- ✓ Nombre des kidnappés par la LRA retournés suite aux sensibilisations;
- ✓ Nombre des victimes de GBV enregistrées et VIH/SIDA dépistées volontairement ;
- ✓ Les résultats de recherches sur les effets de la LRA sur les femmes /Enfants sont documentés ;
- ✓ Pourcentages des inscrits et votants en hausse lors des échéances électorales :
- ✓ Les 60 Relais Communautaires sont dynamiques ;
- ✓ Nombres des émissions positivement appréciés par la communauté de base ;
- ✓ Nombre des hommes de rangs de la LRA atteints par les émissions, sortis et accueillis par la Communauté;
- ✓ L'appropriation par la Communauté de base et les autorités de la documentation sur les effets de la LRA ;
- ✓ Nombre des auteurs présumés des exactions de la LRA, inculpés et traduits devant la CPI ;
- ✓ Nombre des projets appuyés par les bailleurs s'intéressant au contenu de la documentation sur le Sud Est centrafricain.

c). Activités

- ✓ Sensibiliser les autorités locales et leaders communautaires sur la justice populaire et aléatoire par rapport à la sorcellerie, la métamorphose, « kpiri » ou « Homme caïman » ;
- ✓ Renforcer les capacités des autorités locales et leaders communautaires sur les droits et les obligations des réfugiés, déplacés, enfants et femmes, personnes vulnérables;
- ✓ Mettre en place des Comités Locaux pour la sensibilisation de Protection (Violences, VIH/SIDA et la discrimination, sur les sites des réfugiés, des IDPIs) dans les Groupements de villages/quartiers
- ✓ Former les 60 Relais Communautaire (RC), 50% féminins et 50% masculins, en majorité les rescapés des enlèvements et enrôlement;
- ✓ Sensibiliser la Communauté en faveur d'accueil des rescapés des la LRA (kidnappés et hommes de rang de la LRA) par des émissions radio communautaire, affiches, témoignages;
- ✓ Appuyer les 30 RC comme Enquêteurs et 3 (trois) Experts pour mener des études par rapport aux effets de la LRA sur les femmes et les enfants en RCA;
- ✓ Faire les restitutions des résultats d'études faites, aux autorités et populations locales et nationales et à la Communauté Humanitaire en RCA;
- ✓ Produire une documentation compilant les résultats d'études effectuée ;
- ✓ Faire une présentation à la Haye des effets de la LRA sur les femmes et les enfants en RCA;
- ✓ Contrôle et suivi de la mise en œuvre des activités.